



Ensemble pour la défense de l'hôpital public, des établissements de Santé et d'Action Sociale

Les salarié·e·s et les usager·e·s, avec les organisations syndicales **AMUF, APH, CFTC, CFE-CGC, CGT, CFDT, ISNI, SUD et UNSA, les Collectifs : Inter Blocs, Inter Urgences et Inter Hôpitaux, le printemps de la psychiatrie et la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximités**, réaffirment aujourd'hui leur volonté d'avancer ensemble avec au cœur de leurs préoccupations d'assurer la qualité et la sécurité d'accueil, d'accompagnement et de soins de nos concitoyens, cela passe par des nécessaires mesures d'améliorations des conditions de travail de tous les personnels et la prise en compte des besoins de la population.

Depuis plusieurs mois, les professionnel·le·s tous métiers confondus de l'hôpital public et des établissements de Santé et de l'Action Sociale sont engagé·e·s dans un mouvement social afin d'exiger des pouvoirs publics les moyens nécessaires à une refondation du service public hospitalier, de notre système de Santé et d'Action Sociale. Parti de la mobilisation dans les EHPAD suivi de celles des services des urgences, ce mouvement atteint aujourd'hui la totalité des secteurs d'activité des établissements du sanitaire, du médico-social et du social, exsangues après des années de restrictions budgétaires. Aujourd'hui, des pans entiers de l'activité hospitalière et des établissements de la Santé et de l'Action Sociale s'effondrent et les réponses du gouvernement ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux.

Nous exigeons les mesures immédiates qui permettront d'endiguer l'hémorragie qui met en péril l'hôpital public, fleuron de notre système de santé, et les missions de services publics dans les autres établissements du sanitaire, du médico-social et du social :

- L'augmentation du budget consacré à l'hôpital au moins égal à l'évolution naturelle des dépenses (4,4%) ; il faut un correctif budgétaire sur l'ONDAM dans la loi de la sécurité sociale allant dans ce sens ;
- La reconnaissance et la revalorisation générale des carrières médicales et non médicales, notamment en début de carrière, se traduisant par une augmentation salariale ;

- Le recrutement immédiat de professionnels supplémentaires et plan de formation pluridisciplinaire ;
- La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers ;
- L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits et la réouverture de lits et de structures, y compris en psychiatrie, partout où cela est nécessaire ;
- Une gouvernance des hôpitaux, des établissements plus ouverte aux professionnel·le·s , aux personnels et aux usager·e·s ;
- L'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire.

Nous exigeons l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public et des établissements de Santé et d'Action Sociale avec le Premier Ministre et le Président de la République, seuls capables de débloquer la situation afin de sortir de la crise actuelle.

Elles appellent à une journée de grèves et de manifestations le 14 février 2020 avec des initiatives dans les établissements et les territoires.

Au cœur de cette journée, « la défense de l'Hôpital Public et des établissements de Santé et de l'Action Sociale » pour que le gouvernement réponde concrètement par des actes forts aux exigences d'ouverture urgente de négociations.

INITIATIVES PREVUES A PARIS :

Le 12 Février 2020 :

Conférence de presse unitaire à 10h à la bourse de travail à République.

Le 14 février 2020 :

Rassemblement festif en musique prévu à 12h devant l'Hôpital Necker (rue de Sèvres angle Bd Montparnasse – métro Duroc) suivi d'une manifestation à 14h passant par la maternité Port Royal et arrivant à l'hôpital de La Pitié Salpêtrière avec dépôt de fleurs blanches (parcours : Bd Montparnasse, Port Royal, St Michel)